



ILERI - DÉFENSE

Une envisageable coalition avec Assad

Thomas Leroy - Membres du pôle Moyen-Orient - 31 octobre 2015



Le président syrien Bachar El Assad. Khanh Renaud / ZUMAPRESS

« En politique, le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal. »¹ Ces propos illustrent un réalisme politique qui s'impose aujourd'hui de plus en plus dans les réflexions sur l'évolution des relations politiques au Moyen-Orient. En-effet, alors que le groupe terroriste autoproclamé « État Islamique » (EI) a occupé 55 000 km² de territoire supplémentaire en 2014, les nations occidentales voient apparaître une coalition menée par la Russie, l'Iran et le régime de Bachar el-Assad visant à repousser et détruire l'EI. Le gouvernement syrien, pourtant discrédité par les États-Unis et leurs alliés européens depuis 2011, retrouve une nouvelle dynamique. Bien qu'acculé sur différents fronts (ASL, Al Nosra, armée de la conquête), Bachar el-Assad tente de se maintenir comme un acteur pivot dans la lutte contre l'État Islamique en Irak et au pays de Sham.

Depuis les déclarations du président Obama et de ses alliés à l'ONU le 28 septembre 2015, il ne semble pas que le dirigeant syrien fasse « parti de la solution » comme appuie François Hollande. Toutefois, le manque d'alternatives proposées par les dirigeants occidentaux semble questionner cette décision.

Nous tenterons ainsi de savoir si une coalition, c'est-à-dire une union politico-militaire, avec le président syrien est réellement une réponse envisageable au conflit contre l'EI. Autrement dit, Bachar el-Assad est-il un maillon indispensable dans une coalition contre *Daesh* ?

Nous nous pencherons tout d'abord sur le potentiel stratégique d'un régime syrien affaiblit depuis 2011, mais toujours présent. Puis, nous tenterons de déterminer si une alliance avec le régime syrien n'est pas dictée par un certain réalisme politique, dû au manque d'alternatives.

¹ Machiavel, Le Prince, Collection Le livre de Poche, 1532

Depuis le début des répressions et avec la polémique des armes chimiques, les puissances occidentales affirment leur opposition à Bachar el-Assad, limitant ainsi son autorité. Celui-ci est également affaibli par un conflit bilatéral qui l'oppose d'une part à des groupes armés cherchant à renverser le pouvoir, et de l'autre à l'État Islamique. Malgré cela le régime syrien, soutenu par des alliés extérieurs, possède encore une influence majeure dans la région et la plus importante force de frappe.

Comme mentionné précédemment, le gouvernement Syrien pour ses actes répressifs à l'encontre de sa population n'est plus soutenu par les pays occidentaux. Ceux-ci fournissent même des armes à ses opposants, comme à l'Armée Syrienne Libre (ASL) par exemple. Ce conflit entre le régime de Damas et les rebelles a eu pour conséquence la perte de nombreux territoires détenus par Bachar el-Assad, et un enlèvement de l'armée Syrienne dans un conflit où ses pertes sont lourdes. Ainsi, selon l'*IHS Conflict Monitor*, les forces du président Syrien auraient perdu 29 767 km² depuis le 1^{er} Janvier 2015 et se seraient vues amoindrir de 150 000 soldats, soit la moitié des troupes disponibles en 2011. L'armée syrienne se voit obligée de garnir ses rangs de soldats conscrits, et donc non expérimentés pour remplacer les morts et les nombreux déserteurs. L'avancée de *Daesh* dans la région d'Alep et l'échec des troupes du gouvernement à renverser les insurgés qui contrôlent la route 214 qui mène à Alep, montrent bien la difficulté qu'ont les autorités Syriennes à contrôler leur territoire.

Toutefois, il est important de noter que l'armée syrienne possède encore une zone d'influence stratégique dans la région du Moyen-Orient.

Dans de récents propos, Bachar el-Assad se dit prêt à sacrifier certaines de ses positions actuelles afin de mieux défendre des zones stratégiques. En-effet, malgré l'avancée de ses opposants, celui-ci contrôle encore de nombreuses villes comme Damas, Lattakia ou Homs. Cette dernière est justement l'un des atouts majeurs de Bachar el-Assad puisque la ville de Homs permet la jonction entre la base militaire de Tartous sur la côte Ouest qui donne un accès à la Méditerranée, et la capitale

Damas. L'accès aux positions occupées par Bachar el-Assad dans l'optique d'une projection militaire visant à attaquer l'EI est ainsi une donnée qui reste cruciale. Toutefois, le monopole de certaines zones stratégiques n'est pas la seule raison qui rend intéressante une coalition avec le régime de Damas contre l'EI. En-effet, celui-ci, malgré les pertes subies ces dernières années, possède encore une force militaire entraînée, expérimentée et soutenue par d'autres acteurs régionaux comme l'Iran ou la Russie.

Le noyau dur de l'armée syrienne est, en effet, très professionnel. Celle-ci a pu se forger l'expérience du terrain notamment durant les années de guerre civile au Liban, ainsi que depuis le début des affrontements qui durent déjà depuis quatre ans. De plus, son armement, majoritairement russe, est de bonne qualité et peut à tout moment être réparé ou rénové grâce à la présence de forces russes à Tartous. Récemment, les forces syriennes ont ainsi reçues six *MIG-31* dans le but de soutenir leurs efforts au sol par un appui aérien. Il est donc intéressant de noter que la puissance syrienne ne réside pas uniquement dans sa force militaire, mais également dans les alliés régionaux avec qui Bachar el-Assad a su nouer des relations de coopération militaire. Ainsi, nous pouvons observer la présence de troupes du Hezbollah à ses côtés de même que des forces spéciales russes. Le soutien récent de l'aviation russe ainsi que l'engagement de l'Iran à soutenir Bachar el-Assad forme une réelle force d'intervention qu'il est indispensable de prendre en considération.

Comme nous venons de le voir, le gouvernement syrien est affaibli par quatre années de sanctions internationales et de guerre. Celui-ci ne fait pas l'unanimité et voit sa légitimité au pouvoir contestée. Cependant, par le jeu des alliances et le non déploiement de troupes occidentales à son encontre, Bachar el-Assad a réussi à rester un acteur décisif dans les conflits au Moyen-Orient. De plus, le manque de solutions alternatives pour combattre l'État Islamique, cible qualifiée de prioritaire, pourrait forcer un rapprochement entre le régime de Damas, et ses opposants de la communauté internationale.

En-effet, les différentes frappes aériennes occidentales n'ont fait que ralentir *Daesh* et le soutien aux combattants Kurdes en Irak, notamment à Kobane, a pris du temps pour montrer des résultats. L'alliance avec les Kurdes est d'autant plus difficile que la Turquie leur adjuge un statut de terroriste, rendant ainsi toute aide extérieure à ceux-ci controversée, la Turquie étant membre de l'Otan. Il s'est également avéré que le soutien à des groupes indépendants combattant en Syrie comme l'ASL n'a pas prouvé son efficacité. Ceux-ci préfèrent revendre les armes fournies, ou rejoindre les rangs d'organisations terroristes comme l'État Islamique ou le front *Al-Nosra*. Le déploiement au sol de troupes n'étant pas envisagé par les nations occidentales pour des raisons politiques, économiques et militaires, il leur est nécessaire de trouver une autre alternative pour repousser *Daesh*. La seule force terrestre présente non envisagée étant celle de la coalition formée par Bachar el-Assad, Vladimir Poutine et Hassan Rohani, il va être nécessaire soit de trouver une autre alternative pour combattre l'État Islamique sans s'allier avec Damas, soit de s'allier avec celui-ci pour combattre l'État Islamique.

« Ils vont bientôt avoir à choisir ce qui est le plus important : un changement de régime en Syrie pour satisfaire des antipathies personnelles, en prenant le risque d'une détérioration de la situation qui échapperait à tout contrôle, ou la recherche de moyens pragmatiques pour unir les efforts contre la menace commune. » Ces phrases prononcées par le Ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, présentent bien la situation dans laquelle se trouvent les dirigeants occidentaux : combattre l'État Islamique est-il plus important que renverser le gouvernement Syrien ? La partie développée précédemment nous montre bien le manque d'options présent. Ainsi la question d'un réalisme politique tend à s'imposer puisqu'il semble ici s'agir d'un choix entre la peste et le choléra pour les occidentaux.

Toutefois, une coalition ou du moins une coopération occidentale avec Bachar el-Assad peut-elle être envisagée sur le long terme ? En-effet, après les forts engagements des États-Unis et de ses alliés européens, notamment de la France, pour le discréditer, il est difficile de concevoir un partenariat basé sur l'entente. Il est ainsi

plus réaliste de l'envisager comme tenant sur un intérêt commun à court terme. Celui-ci pouvant être suivi par la saisine de la Cour Pénale Internationale afin de juger le leader syrien.

Bachar el-Assad, par son influence persistante au Moyen-Orient et le manque d'alternative, s'impose donc comme pièce maîtresse dans la guerre contre l'EI. De plus, les gouvernements Occidentaux malgré leur apparente confrontation au régime, ne semblent pas prendre de mesures à son encontre. En-effet, celui-ci représente un interlocuteur stable depuis qu'il est possible de récupérer des informations, notamment sur les réseaux djihadistes qui transitent dans la région. *Daesh* étant considéré comme l'ennemi numéro un par la coalition internationale, il semble, si ce n'est que tout soit fait pour faciliter la reconquête de la Syrie par Bachar el-Assad, du moins que rien ne soit fait pour l'en empêcher. Le bombardement des positions de l'EI au détriment de celles détenues par le régime de Damas en est la parfaite illustration.

Par Thomas Leroy

Membre du pôle Moyen-Orient,

Étudiant en *Bachelor* 1 de l'ILERI.

Bibliographie :

Ouvrages :

- Olivier Hanne et Thomas Flichy de la Neuville, *L'État Islamique, Anatomie d'un nouveau Califat*, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2014, 178 pages.
- Béatrice Giblin, *Géographie des conflits*, édition la documentation française, 2012, 64 pages.
- Franck Tétart, *Grand Atlas 2015 : comprendre le monde en 200 cartes*, Édition Autrement, 2014, 128 pages.

Sites internet :

- Bonnefous Bastien, « Aux Nations unies, François Hollande à l'offensive contre Bachar Al-Assad », le Monde, 29/09/2015, consulté le 29 octobre 2015, disponible sur : http://www.lemonde.fr/international/article/2015/09/28/aux-nations-unies-francois-hollande-a-l-offensive-contre-bachar-al-assad_4775760_3210.html
- Vernet Daniel, « Bachar el-Assad est-il notre meilleur ennemi, ou notre détestable allié? », le Monde, 01/09/2014, consulté le 29 octobre 2015, disponible sur : <http://www.slate.fr/story/91523/bachar-el-assad-ennemi-allie>